



**Pour la défense de nos libertés individuelles et collectives,
Pour la défense des droits des salariés**

RETRAIT DU PROJET DE LOI DE SECURITE GLOBALE !

Samedi 21 novembre, nous étions des centaines de milliers à manifester dans toute la France pour exiger l'abandon du projet de loi gouvernementale « sécurité globale » qui remet en cause la liberté d'information et le droit de manifester.

Derrière cette proposition de loi, il s'agit d'empêcher la dénonciation des violences policières que notamment les images professionnelles ou amateurs ont permis de révéler ces dernières années lors de manifestations.

Lundi 23 Novembre, place de la République à Paris, les forces de l'ordre ont « délogé » les migrants sans abri en faisant usage d'une violence inouïe, dénoncée par tous les observateurs et journalistes présents. Le Ministre de l'Intérieur, en personne, s'en est ému alors qu'il est totalement responsable de l'usage de cette violence aveugle.

Si la loi de sécurité globale était entrée en vigueur de tels faits ne pourraient plus être portés à la connaissance de l'opinion publique ; l'affaire Benalla n'aurait jamais été connue...

Ces actions musclées se multiplient y compris contre des militants syndicaux qui ont subi des interventions de ce genre, des interpellations et des amendes pour avoir manifesté.

Ce texte contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité, à la liberté de la presse et au droit de manifester dans un contexte où ces dernières années la répression s'est accentuée contre les gilets jaunes, la jeunesse et les militants syndicalistes.

Dans ces conditions :

- **Considérant que le projet de loi remet en cause les fondements de la démocratie et de la république, notamment la liberté de la presse édictée depuis 1881**
- **Informés que de nombreuses manifestations sont à nouveau convoquées par diverses organisations le samedi 28 Novembre**

Les organisations signataires : CGT, FO, Solidaires et FSU appellent leurs adhérents, les militants, les organisations et citoyens attachés à la démocratie à participer au rassemblement

**Samedi 28 novembre à 11H
devant la Sous Préfecture de Brive
pour l'abandon du projet de loi**



Préciser sur l'attestation de déplacement : manifestation revendicative